



# 18e du Mois : la Goutte d'Or en janvier

26 janvier 2021

**LE 18<sup>E</sup> DU MOIS**  
Journal associatif mensuel d'informations locales

Comme chaque mois, nous poursuivons le partenariat avec le 18<sup>e</sup> du Mois qui nous permet de publier un article concernant le quartier. En janvier, plusieurs initiatives à l'honneur !

REPAIRA SANTÉ

UN SOUTIEN AUX FEMMES LES PLUS FRAGILES FACE À LA CRISE

Le Réseau santé Barbès de l'ADSF a ouvert ses portes début octobre. Ce lieu qui propose un accompagnement médical et psychologique aux femmes en difficulté, s'adapte à la crise sanitaire avec des opérations ciblées.

Ce jeudi 10 décembre, agir pour la santé des femmes (ADSF) a organisé un atelier de réflexion sur la santé des femmes en lien avec la crise sanitaire. Ce atelier a été animé par la psychologue et thérapeute Barbara Gomas, conseillère générale de l'ADSF. Elle a réuni une dizaine de femmes pour discuter de leur situation et de leur santé.

Des besoins accrus avec la crise sanitaire. Mais ce ne sont pas les seuls. Avec la crise sanitaire, les besoins des femmes ont évolué.

Environ 60% des femmes qui l'ADSF ont subi une violence conjugale. Mais ce ne sont pas les seuls. Avec la crise sanitaire, les besoins des femmes ont évolué. Elles ont besoin de soutien psychologique et médical. Elles ont besoin de conseils et de conseils.

Les victimes de violences doivent être soutenues. En particulier, l'ADSF tente d'apporter son aide aux femmes victimes de violences et de harcèlement sexuel.



seur apparaît aussi chez les plus jeunes. « Les petites filles, déclarés au nom, et le système D qui permet de bénéficier d'un logement, ont disparus », constate Nadège Passmann, déléguée générale de l'ADSF. Elle résume les besoins des femmes en lien avec la crise sanitaire.

Des besoins accrus avec la crise sanitaire. Mais ce ne sont pas les seuls. Avec la crise sanitaire, les besoins des femmes ont évolué. Elles ont besoin de soutien psychologique et médical. Elles ont besoin de conseils et de conseils.

Des besoins accrus avec la crise sanitaire. Mais ce ne sont pas les seuls. Avec la crise sanitaire, les besoins des femmes ont évolué.

Environ 60% des femmes qui l'ADSF ont subi une violence conjugale. Mais ce ne sont pas les seuls. Avec la crise sanitaire, les besoins des femmes ont évolué. Elles ont besoin de soutien psychologique et médical. Elles ont besoin de conseils et de conseils.

Les victimes de violences doivent être soutenues. En particulier, l'ADSF tente d'apporter son aide aux femmes victimes de violences et de harcèlement sexuel.

adillon par l'association viennent à leur tour soutenir et elles qui en ont besoin. Grâce à son anglais impeccable, elle aide les jeunes femmes à prendre leurs rendez-vous médicaux et les accompagne. « Une relation de confiance s'est créée entre elles et elle », se réjouit la responsable. En témoignage les nombreuses jeunes femmes qui l'ont rejoint et la saluent chaleureusement dans la cour ce jour-là.

C'est cet aspect de la convivialité que les femmes viennent chercher au Réseau santé Barbès, ouvert tous les jours de 10h à 17h. Les femmes viennent s'y inscrire, occuper des vêtements et des produits d'hygiène mais elles viennent aussi discuter au chaud autour d'un café.

À l'horizon, d'autres opérations de vaccination pourraient être menées. « On attend de connaître les conditions exactes de vaccination contre le Covid-19 », explique Nadège Passmann.

Marie-Claire

Après son vote en conseil d'accueil et la validation de son budget au Conseil de Paris, il ne manque plus qu'un local à la Maison des créateurs pour accueillir les livreurs autour de leur commerce.

Les livreurs et les commerçants s'ont mis en relation et se sont rencontrés au sein d'un collectif. Ils ont besoin d'un lieu pour se rencontrer et de conseils.

JUSTICE

20 ANS DE PRISON POUR LA « PULSION DE VOULOIR DÉTRUIRE QUELQUE CHOSE »

Le meurtre incendiaire de la rue Myrha vient de trouver son épilogue dans la condamnation d'un habitant de l'immeuble. Une année d'enquête avait permis de démanteler le complot.

Thibault Gagnon a été condamné vingt ans de réclusion criminelle par la Cour d'assises de Paris, pour avoir volontairement incendié en 2017 l'immeuble de 4 de la rue Myrha. Le meurtre avait provoqué la mort de huit personnes dont deux enfants. La police est arrivée l'un mois après l'incendie, et cinq ans après être allé enquêter sur l'acte criminel.

Le drame s'est déroulé en plein cœur de la nuit, un mercredi 26 septembre 2017. Sur le coup de quatre heures du matin, celui qui est désormais connu sous le nom de « l'incendie de la rue Myrha » a éclaté dans un immeuble de 12 étages. Cinq personnes ont été tuées, dont deux enfants. Le meurtre a été qualifié de « pulSION de vouloir détruire quelque chose ».

Un meurtre en deux temps. Les deux victimes ont été tuées dans le hall d'entrée de l'immeuble. Et, comme la femme qui avait pu s'échapper avait été tuée, le meurtre a été qualifié de « pulSION de vouloir détruire quelque chose ».

Les deux victimes ont été tuées dans le hall d'entrée de l'immeuble. Et, comme la femme qui avait pu s'échapper avait été tuée, le meurtre a été qualifié de « pulSION de vouloir détruire quelque chose ».

à ce jour, pas d'indication pour cette année pour ce qui est de la justice. Tout au plus des « campagnes éducatives », selon le procureur. Il a également évoqué des tentatives de suicide au cours de son adolescence, au dire des psychologues, ce sont des « tentatives de « harcèlement » ». Il a aussi évoqué les mauvais traitements subis dans son enfance, ce qui lui a permis de dans la cour pour tenter d'apaiser ses colères.

Les deux victimes ont été tuées dans le hall d'entrée de l'immeuble. Et, comme la femme qui avait pu s'échapper avait été tuée, le meurtre a été qualifié de « pulSION de vouloir détruire quelque chose ».

Un meurtre en deux temps. Les deux victimes ont été tuées dans le hall d'entrée de l'immeuble. Et, comme la femme qui avait pu s'échapper avait été tuée, le meurtre a été qualifié de « pulSION de vouloir détruire quelque chose ».

Les deux victimes ont été tuées dans le hall d'entrée de l'immeuble. Et, comme la femme qui avait pu s'échapper avait été tuée, le meurtre a été qualifié de « pulSION de vouloir détruire quelque chose ».



Marie-Claire

BIENTÔT UN LIEU D'ACCUEIL POUR LES LIVREURS ?

Après son vote en conseil d'accueil et la validation de son budget au Conseil de Paris, il ne manque plus qu'un local à la Maison des créateurs pour accueillir les livreurs autour de leur commerce.

Les livreurs et les commerçants s'ont mis en relation et se sont rencontrés au sein d'un collectif. Ils ont besoin d'un lieu pour se rencontrer et de conseils.

Les deux victimes ont été tuées dans le hall d'entrée de l'immeuble. Et, comme la femme qui avait pu s'échapper avait été tuée, le meurtre a été qualifié de « pulSION de vouloir détruire quelque chose ».

Les deux victimes ont été tuées dans le hall d'entrée de l'immeuble. Et, comme la femme qui avait pu s'échapper avait été tuée, le meurtre a été qualifié de « pulSION de vouloir détruire quelque chose ».

# VANDALISME RÉPÉTÉ À LA BIBLIOTHÈQUE DE LA GOUTTE D'OR

Associations et habitants protestent dans une pétition contre l'insécurité croissante de leur quartier devenu « une zone de non droit ».

**G**ardons nos portes et nos livres ouverts ! Le quartier veut vivre et lire. Nous, représentants d'associations et habitants du quartier de la Goutte d'Or, demandons aux pouvoirs publics d'intervenir rapidement face à la dégradation du quartier (...). Plus d'une vingtaine d'associations et des centaines d'habitants lancent un nouveau signal d'alarme aux autorités (municipales, préfectorales et nationales) en signant massivement cette pétition dénonçant les « violences, incivilités, inégalités » et leur « impact sur les conditions de vie des habitants » et sur les conditions de travail et les actions des associations dans le quartier. Une délégation des signataires l'a remise le 6 janvier à la mairie et au commissariat.

À l'origine de cette protestation collective, des actes de vandalisme répétés contre la bibliothèque de la Goutte d'Or. Les agresseurs en ont brisé les parois vitrées le 16 novembre dernier, puis à nouveau le 14 décembre. Conséquence : la bibliothèque, qui devait rouvrir ses portes au public le 16 décembre, est restée fermée, faute de pouvoir assurer ses services dans des conditions de travail et de sécurité correctes pour le personnel et pour les visiteurs.

## Rixes et lynchages

De son côté, l'équipe de la bibliothèque a adressé une lettre ouverte au président de la République, (avec copie au Premier ministre, aux ministres de l'Intérieur et de la

Justice, au préfet de police et au Procureur de la République de Paris). Elle attire son attention sur « la zone de non-droit que constituent les rues environnant la bibliothèque municipale Goutte d'Or ». En cause, les multiples trafics alentour par des dizaines de dealers extérieurs au quartier : non seulement « les ventes illégales de cigarettes et de cannabis, déjà implantées depuis plusieurs années » mais encore, « depuis le premier confinement, le trafic des médicaments psychotropes (...). Les rixes entre dealers sont quotidiennes, très brutales ; nous assistons à des lynchages, des coups de couteau, des morts ». Des problèmes déjà signalés par l'Inter-associations de la Goutte d'Or le 22 octobre dernier, sans que des solutions efficaces aient été appliquées à ce jour par les autorités concernées.

## Des mesures inefficaces

Consciente de ces problèmes, la Mairie avait pris des mesures : alarme, caméra, barrières autour du bâtiment, renforcement du service de sécurité municipal, vigile à l'entrée... Mais elle a, comme les associatifs, conscience de l'insuffisance de ces moyens. De même, les patrouilles de police ne font que suspendre un moment le trafic qui reprend de plus belle ensuite.

Tous s'accordent à demander une présence policière permanente dans ce secteur : « Nous ne pouvons accepter de vivre et de travailler dans un quartier où les pouvoirs publics laissent s'installer le non-droit, concluent les pétitionnaires. Nous ne pouvons accepter que la seule réponse à des questions d'insécurité soit de priver les habitants.e.s d'un service public (...). Nous souhaitons également qu'un comité citoyen soit intégré à la réflexion, ainsi qu'à l'analyse des résultats des mesures qui seront prises. »

MARIE-ODILE FARGIER



- Adresse de cet article : <https://gouttedor-et-vous.org/18e-du-Mois-la-Goutte-d-Or-en-janvier>